

## Présidentielles 2022 : label rouge !

### Quelques remarques sur l'élection présidentielle 2022

Nous sommes désormais à deux mois de l'élection présidentielle. Voter ou pas ? Et si oui, pour qui ? C'est à la discussion de ces questions que veut contribuer ce texte.

Pour ce faire, il est nécessaire de commencer par évoquer le cadre dans lequel se situe ces élections.

#### Retour sur la V<sup>e</sup> République

Depuis 1958 et l'avènement de la V<sup>e</sup> République jusqu'en 2017, en France, les rapports politiques étaient structurés par deux grands blocs.

À droite, le parti gaulliste (puis chiraquien, puis sarkozyste...) occupait l'espace face à un PCF alors puissant (300 000 adhérents en 1968). On se souvient qu'au cœur du projet gaulliste, il y avait « la souveraineté de la France ». En particulier Paris s'opposait à toute avancée vers un quelconque fédéralisme européen. Et sur le plan militaire, De Gaulle décida de jouer sa propre carte en quittant l'OTAN (1966).

Or dès les années 70, la politique gaulliste est mise en cause par un secteur de la bourgeoisie, le centre-droit, « européen et atlantiste ». Pour résumer, ce courant considère que la France n'a d'avenir que dans « l'Europe ». Un de ses représentants, Giscard d'Estaing entre à l'Élysée en 1974. Selon lui, « *la France se gouverne au centre* », les méthodes brutales du gaullisme sont mises en sourdine et la recherche de consensus avec les organisations de gauche est recherchée.

Au final, on est forcé de reconnaître que la V<sup>e</sup> République a ainsi pu négocier le tournant de l'abandon de sa puissance coloniale et son intégration à l'Union Européenne (donc sa soumission à Berlin, à l'impérialisme le plus puissant du continent) – bien mieux que la Grande-Bretagne, notamment.

PIB/Hab. en \$ de 2011 (source : A. Maddison)

	1913	1950	1973	1989	2000	2018
France	0	8 266 (3)	20 441 (5)	27 576 (5)	33 410 (2)	38 516 (4)
Allemagne	5 815	6 186	19 074	26 393	33 367	46 178
Japon	2 431	3 062	18 226	28 601	33 211	38 674
Royaume-Uni	8 212	11 061	19 168	26 164	31 946	38 058
États-Unis	10 108	15 240	26 602	36 756	45 886	55 335
Italie	4 057	5 582	16 950	25 454	32 717	34 364

Ceci étant, et sans entrer dans les détails, l'impérialisme allemand a vu sa production industrielle enregistrer des excédents record dans la dernière période. On ne peut qu'être impressionné de la rapidité à laquelle il a stabilisé sa situation après la réunification du pays.

A l'inverse, la France s'est vue de plus en plus confinée aux « services » (Tourisme, NTIC...), où les marges sont plus faibles, et la concurrence plus vive. Et il n'y a pas de mystère : pour enrayer cette tendance à la baisse des marges, il faut mener une politique de baisse du coût de Travail (baisse du salaire réel, délocalisations, etc.).

Or les rapports politiques qui existent dans ce pays (par exemple sa centralisation) ont rendu l'opération difficile depuis la décennie 70. D'où la frustration réelle d'une partie de l'électorat réactionnaire, que relayent des politiciens comme Ciotti, Zemmour, Retailleau, etc...

## **Un clivage récurrent**

A partir de 1974, la bourgeoisie va donc être durablement clivée entre une aile « gaullienne », tournée vers le marché intérieur, etc. et une aile dite « centriste », « moderniste », raisonnant à l'échelle mondiale et prête à se subordonner à Berlin sans états d'âme. Ainsi, dans son fameux appel de Cochin (1978) Chirac dénonçait Giscard d'Estaing comme suppôt du « parti de l'Étranger ».

De même en 1992, lors du référendum relatif au Traité de Maastricht, soutenu par le gros des politiciens bourgeois, dont Chirac (devenu pro-UE), une frange des gaullistes « historiques » (Séguin, Pasqua...) se distingua en appelant à le rejeter.

Ceci étant, les postures du RPR et de l'UMP deviennent de plus en plus formelles au fil des ans. Ainsi est-ce Sarkozy, soit-disant « gaulliste », qui fera appliquer le traité de Maastricht et décidera du retour de la France dans l'OTAN (2007).

Il n'en demeure pas moins que les rapports politiques cristallisés au sein du RPR puis de l'UMP rendaient difficile de mettre en œuvre une orientation « européiste » et atlantiste jusqu'au bout. Ajoutons d'ailleurs que ces ambiguïtés vont offrir un boulevard dans lequel s'engouffre l'extrême droite dès le début de la décennie 80.

## **Un Centre introuvable**

Dès les années 60, un courant « européen » et « moderniste » émerge donc au sein de la bourgeoisie française. Comme on l'a vu, il réussit même à faire élire l'un des siens à la Présidence en 1974. Mais tout ceci finit en échec patent, avec l'élection de Mitterrand en 1981. On remarquera que VGE ne put même pas constituer une force politique à sa main. Au final, jusqu'aux années 2000, le centrisme (au sens décrit ci-dessus) n'eut qu'une place marginale.

Certes le mode de scrutin présidentiel et législatif rend malaisé l'apparition de courants nouveaux. Mais la raison profonde est à rechercher ailleurs.

Le cœur de la question réside dans l'existence d'un mouvement ouvrier encore puissant et qui pesait de tout son poids. Certes, il existe dès cette époque des dirigeants socialistes qui ont le « profil » : Rocard, Delors, etc. Mais ils savent n'avoir aucun avenir hors du PS désormais en pleine schizophrénie entre des discours « de gauche » et une politique concrète qui n'a plus rien à voir. Les diverses tentatives « social-démocrates » se sont toutes finies par un désastre.

Bref, coincés à droite par les aiguillons lepénistes et à gauche par les limites de la flexibilité du PS, les tentatives centristes restèrent marginales et dans les faits, ses représentants se virent cantonnés à un rôle de caution de la droite traditionnelle et issue du gaullisme. Même Bayrou, après le relatif succès de sa candidature de 2007, ne put empêcher ses lieutenants de se rallier à Sarkozy.

## **2007-2017**

On ne l'a sans doute pas assez remarqué, mais la situation évolue au début des années 2000, notamment à l'occasion des élections présidentielles de 2007. À cette occasion, Bayrou, récolte 18 % des voix – score inespéré pour un candidat centriste.

À gauche, le PS est déjà en pleine crise d'identité, tiraillé entre ses racines historiques et sa politique concrète, notamment sa mise en place des exigences de Bruxelles, l'une après l'autre. Quant au PCF, il n'est déjà plus que l'ombre de ce qu'il avait été. Dit autrement, la pression qu'exerce la classe ouvrière sur ses organisations est

considérablement affaiblie, ce qui permet à la candidate PS de mener une candidature droitière comme jamais.

Dans ce contexte, Bayrou dit tout haut ce que nombreux pensent : que rien de fondamental ne distingue la politique social-libérale défendue alors par la candidate S. Royal et celle de la droite libérale et « européenne », que les vieux clivages sont obsolètes.

D'autant plus qu'à droite, le profil très droitier de Sarkozy fut loin de satisfaire les CSP+ qui constituent le socle sociologique du centrisme.

En dernière analyse, 2007 est une première étape dans la voie de la restructuration du paysage politique auquel on assiste désormais.

Beaucoup ayant été écrit sur le quinquennat Sarkozy et Hollande, on n'y reviendra pas ici. Il faut quand même rappeler que la nature du PS étant ce qu'elle est, dès que Hollande voulut mener ses députés au suicide politique, ceux-ci se rebellèrent avec la constitution des fameux « frondeurs ». Hollande n'eut donc pas les mains aussi libres que le demandait le Capital, et ne put satisfaire aussi efficacement qu'attendu ses exigences.

### **Macron candidat**

Tout ceci aboutit au désastre de 2017 et à la quasi-scission du PS. Des wagons entiers de cadres socialistes se rallièrent à Macron, s'émancipant ainsi de la nécessité de donner le moindre gage « à gauche ».

Parallèlement, F. Fillon fut désigné comme candidat républicain. L'appareil et les adhérents choisissaient ainsi, croyaient-ils, de droitiser leur campagne afin de résister à la pression lepéniste. Mais une telle désignation, au-delà de ses aléas, était inacceptable pour les partisans de Juppé. Ils partirent donc aussi en masse soutenir Macron, E. Philippe en tête. D'autres se mirent en retrait d'un parti dont le positionnement était désormais tel qu'une perspective de retour au pouvoir devenait douteuse (X. Bertrand, Péresse, Estrosi...).

Au final, on dira que le succès de Macron a été rendu possible par la décomposition du mouvement ouvrier, rendant possible l'opération Macron de dynamitage du PS. Ce qui finit aussi par permettre de créer une première brèche au sein de la représentation politique traditionnelle des capitalistes français depuis 1958, les républicains.

Tout ceci étant rappelé, on peut prendre la mesure du séisme politique que représente la victoire de Macron en 2017. Un véritable tournant historique pour la bourgeoisie française s'engageait, qui se concrétise désormais.

### **Macron au pouvoir (brefs rappels)**

Pour le monde du Travail, le premier quinquennat de Macron a été dévastateur. Faisant de la politique comme on fait du management dans le privé, Macron a définitivement abandonné les vieilles lunes. Plus une trace de « souverainisme » avec lui, mais au contraire une politique mettant au premier plan l'intégration à l'UE et la complémentarité avec l'impérialisme allemand. C'est notamment le cas dans la Défense, où le Brexit laisse la France comme seule puissance militaire crédible de l'UE (c'est particulièrement visible dans l'affaire ukrainienne).

À l'Université, le gouvernement a pu remettre en cause le droit aux études supérieures sans difficulté majeure (le bac ne donne plus accès aux amphithéâtres) – ce qu'aucun gouvernement de la V<sup>e</sup> République n'était parvenu à faire jusqu'ici.

Concernant les autres services publics, la marche à la privatisation (souvent menée sous l'impulsion de l'Union européenne) s'est poursuivie (SNCF...). Quant à la Sécurité sociale, son démantèlement est en cours, avec la fiscalisation progressive de ses ressources. On peut aussi rappeler la « réforme » de l'Assurance-chômage.

Dans le privé, la politique d'affaiblissement des syndicats a été poursuivie (ordonnances sur le Dialogue social) : le modèle est évidemment celui du salarié isolé, plus ou moins uberisé, face à son employeur.

Tout ceci s'est conjugué à une « fermeté » sans failles sur le terrain des libertés. Ainsi, utilisant les menées communautaristes comme prétexte, Darmanin a pu faire voter une loi qui met sous contrôle les associations. De même, la violence dont ont été l'objet les Gilets Jaunes n'était en rien due au hasard. A l'évidence, il fallait satisfaire la fraction la plus attachée à « l'ordre » de l'électorat macroniste, celle qui oscille entre LREM et les républicains.

### **Les présidentielles**

Inutile de se le cacher. Sauf imprévu de dernière minute, les présidentielles s'annoncent comme un triomphe pour Macron. La focalisation médiatique sur l'extrême-droite est surtout le résultat de sa discrétion actuelle. Certain du résultat, celui-ci évite de mener campagne. Soit dit en passant, l'expérience montre aux capitalistes que la situation n'induit aucune nécessité pour une solution de type fasciste, contrairement à ce qu'on entend régulièrement à la FI ou à « l'extrême gauche ».

À droite, avec un parti LR exsangue et déséquilibré à droite, Péresse se voit obligée de mener une campagne quasi d'extrême-droite. Mais de quel espace dispose-t-elle alors que Le Pen et Zemmour occupent cet espace ? Toutes les études montrent d'ailleurs que l'électorat de ce dernier se recrute largement chez les ex-supporters de Fillon (même si les ex-électeurs de Fillon seraient encore plus nombreux à se préparer à voter Macron)... Fait significatif, l'ex-président Sarkozy a fait savoir à plusieurs reprises combien la politique de Macron lui convenait et on attend toujours un soutien de sa part à la candidate républicaine...

Quel que soit le résultat de la présidentielle, il est donc probable que le parti LR sorte lessivé de cet épisode. Rappelons que de nouveaux notables (Muselier en PACA...) l'ont quitté récemment, que d'autres se prépareraient à le faire (Woerth...). Sans aucun doute, tout ceci permettra aussi un certain renforcement de l'extrême-droite (l'aile Ciotti, notamment).

À gauche, le dynamitage du vieux Parti Socialiste s'avère durable, miné qu'il était par son double langage, et l'impossibilité de mener la moindre politique sociale dans le cadre de l'économie de marché mondialisée et plus particulièrement de l'Union européenne. L'échec désormais patent de la candidature Hidalgo pose la question de la fonctionnalité d'un parti qui se voulait « de gouvernement ». D'autant plus que de larges secteurs de sa base sociale, les couches supérieures du salariat, s'est déplacé vers les Verts... Là aussi, le mouvement de vieux caciques socialistes vers LREM sont annoncés...

On sait que l'une des grandes faiblesses du macronisme (mais qui ne l'a pas empêché de gouverner) est son absence de réel parti, de maillage en régions. Or à l'occasion de ces élections, il semble que nombre de maires « de centre-gauche » (des socialistes plus ou moins en rupture de ban) seraient en train d'annoncer leur ralliement, au prétexte que « la social-démocratie a migré chez Macron ». Ça ne suffira sans doute pas, mais ça pourrait être le point de départ du grand chambardement qui s'annonce au sein des partis bourgeois.

Au final, force est de constater que l'opération Macron de restructuration de la vie politique française s'avère un succès jusqu'ici. C'est toute une tradition politique remontant à l'instauration de la V<sup>e</sup> République qui est en train de disparaître.

Macron dispose d'une force politique qui lui permet de marginaliser les oppositions de droite comme de gauche et de mener sa politique au service des secteurs les plus modernistes des capitalistes français. Son soutien à la théorie du ruissellement (l'enrichissement des plus riches bénéficierait à toute la société) n'est que l'alibi d'une politique cyniquement au service des privilégiés.

### **Conclusion provisoire**

Comme on le voit, l'avenir s'avère sombre pour le mouvement ouvrier. Inutile de dire qu'un triomphe macroniste en avril serait un tremplin pour une aggravation de la politique de dérégulation, de la politique pro-riches. D'ores et déjà, une réforme des retraites est annoncée, à propos de laquelle aucune illusion n'est permise.

Dans cette situation, il se trouvera bien sûr des gens pour trépigner, en appeler « aux luttes », etc., etc. C'est oublier l'essentiel : ce qui a permis Macron, c'est l'absence d'une représentation politique du monde du Travail apte à répondre aux besoins de notre époque.

Plus que jamais, la tâche de l'heure est de poser les jalons pour la reconstruction d'un authentique parti du Travail, nécessairement anti-capitaliste et permettant à ceux d'en-bas d'être politiquement représentés.

P. Morsu, le 9 février 2022